

Fil d'actu du RAEMH

Décembre 2022



01 Tendances migratoires	1
02 Gestion des frontières	2
03 Dans les pays de « destination »	3
04 Contexte socio-politique - faits marquants	4
05 L'actualité du RAEMH ce mois-ci	5



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

01 Tendances migratoires

Nigeria : la [fermeture d'importants camps de réfugiés dans le Nord](#) du pays l'été dernier a provoqué **de nouveaux déplacements**. Malgré les incitations des autorités à ce que les personnes se réinstallent dans des zones de « paix relative », le manque de services de base dans les zones de réinstallation et l'absence de programmes de soutien pour faciliter la transition les expose à de nombreux risques et à une grande précarité.

Au **Sud Soudan**, selon les Nations Unies, [les attaques répétées de ces dernières semaines ont contraint quelques 30.000 personnes à fuir leur foyer](#), 5.000 personnes sur la seule dernière semaine de décembre ont fui en urgence le camp de Aburoc. Ces violences sont liées à des [conflits intercommunautaires](#) impliquant actuellement bergers nuers de l'Etat du Jonglei et Shilluk, mais dont les entrelacs sont d'une grande complexité.



[Rapport de Save The Children](#) sur l'exposition aux risques de traite et d'exploitation des enfants en mobilité depuis l'Afrique de l'Est jusqu'en Europe. Ce rapport, basé sur des données collectées en Égypte, Éthiopie, Soudan, Tunisie, Érythrée et Italie, révèle notamment que les filles ayant conscience du risque de viol pendant leur voyage, commencent à prendre des pilules contraceptives avant même leur départ.

Le Mixed Migration Center (MMC) s'est également penché sur la situation des enfants en mobilité au Soudan et en Tunisie, et a publié 2 courtes analyses sur le **profil et les besoins des accompagnants (adultes)** de ces enfants au [Soudan](#) et en [Tunisie](#).



Allemagne / Tunisie : [l'Allemagne devient une destination privilégiée](#) pour les jeunes Tunisiens, recrutés depuis leur pays pour combler les besoins de main-d'œuvre dans différents secteurs de l'économie allemande.

Espagne : [fuite de 27 personnes sur le tarmac de l'aéroport de Barcelone, après l'atterrissage en urgence](#) d'un vol en provenance du Maroc causé par une fausse alerte d'accouchement à bord. Un scénario similaire s'était déroulé en 2021, à Majorque.

02 Gestion des frontières

Coopération internationale & gouvernance

Niger : récentes déclarations du Président nigérien Mohamed Bazoum, qui [réclame de nouveaux accords avec l'Europe](#) pour « gérer les migrations » en se démarquant de l'approche prise à La Valette en 2015. Il propose notamment la mise en place de **quotas liés aux besoins du marché du travail** en Europe.

Surveillance, refoulements, contrôle

Melilla : [Amnesty Internationale publie un rapport dans lequel elle accuse le Maroc et l'Espagne de cacher la vérité sur les événements qui se sont déroulés en juin dernier](#), et de minimiser le nombre de victimes. Selon elle, au moins 37 personnes seraient décédées dans le drame et 77 auraient disparu. Amnesty [dénonce aussi certains propos du Ministre de l'Intérieur espagnol qu'elle juge faux](#), notamment ceux selon lesquels l'Espagne a apporté l'assistance sanitaire nécessaire au moment des faits, ou encore qu'il est possible de demander l'asile au poste frontière de Beni Enzar.

Pour autant, au même moment [l'enquête ouverte par la justice espagnole concernant l'affaire de Melilla a été classée sans suite](#), faute d'éléments suffisants contre les forces de l'ordre espagnoles.

Intelligence artificielle : Le [Médiateur européen a donné raison à un collectif d'ONG qui reprochait à la Commission européenne de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour assurer la protection](#) des droits humains (notamment le droit à la vie privée) avant de **soutenir certains pays africains à développer leurs capacités de surveillance**, notamment dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFUA). Communiqué de Migreurop à ce sujet [ici](#).

UE : [une ONG allemande demande à la Cour Pénale Internationale l'ouverture d'une enquête](#) sur le rôle de l'ancienne cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, et de plusieurs membres de gouvernements de l'UE ainsi que du Directeur de Frontex de l'époque, pour le **renvoi de migrants dans des camps libyens entre 2018 et 2021**. Si la plainte est jugée recevable, les personnes concernées pourraient être appelées à comparaître devant la CPI, où l'immunité liée à leurs fonctions peut être levée à certaines conditions.

Frontex : [nomination de Hans Leijtens](#), commandant de la gendarmerie royale néerlandaise, à la **tête de l'agence européenne** pour 5 années, succédant à Fabrice Leggeri qui avait démissionné en juillet 2022.



[Enquête menée par Human Right Watch et Border Forensics](#) dénonçant l'utilisation par Frontex de la surveillance aérienne pour permettre aux garde-côtes libyens d'intercepter les bateaux de migrants, rendant l'agence européenne complice des abus dont sont ensuite victimes les personnes ramenées en Libye

Disparitions & sauvetages

Maroc : début décembre, [nauffrage au large des côtes de Tan-Tan](#), dans le sud du pays, faisant au moins 49 morts.

Frontière Maroc/Algérie : [mi-décembre, 7 corps ont été retrouvés dans la forêt de Ras Asfour](#), près d'Oujda, à la frontière entre le Maroc et l'Algérie. Les personnes seraient mortes de froid et de faim.

Tchad : [27 corps – dont des enfants – ont été retrouvés dans le désert tchadien](#). Le groupe avait quitté Moussoro pour la Libye 17 mois auparavant. Selon l'OIM, « *la camionnette s'est perdue, [...] est tombée en panne en raison de problèmes mécaniques et [...] les migrants sont morts de soif par la suite* ».

Zambie : [27 corps](#), probablement des Ethiopiens, retrouvés dans la capitale zambienne. Le pays devient un point de passage important pour les migrations depuis l'Afrique de l'Est vers l'Afrique du Sud.



[Rapport de l'ONG Caminando Fronteras](#), indiquant que depuis 2018, six personnes sont mortes chaque jour en moyenne en voulant rejoindre l'Espagne.

Italie : approbation fin décembre d'un [décret prévoyant de nouvelles mesures plus strictes à l'encontre des organisations humanitaires de sauvetage](#). Le texte impose notamment que les navires demandent immédiatement un port de débarquement vers lequel ils devront se diriger "sans délai" après une intervention de secours, plutôt que de rester en mer pour venir en aide à d'autres embarcations en danger comme c'est actuellement le cas. In fine, cela revient à limiter le nombre de personnes ramenées à terre en restreignant le nombre d'opérations de sauvetage. Les équipages qui ne respectent pas cette règle s'exposent à des amendes entre 10.000 et 50.000 euros et à la détention de leur bateau.

Expulsions - retours

Maroc : d'après l'OIM au Maroc, entre le 1er janvier 2021 et octobre 2022, [4.747 migrants arrivés dans le royaume sont rentrés dans leur pays d'origine](#).

03 Dans les pays de « destination »

Séjour - asile

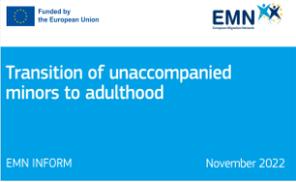
France / dématérialisation des préfectures : le tribunal administratif de Lyon a qualifié [d'illégales les décisions, dans le Rhône et la Loire, de mettre en place des télé-services](#) de manière exclusive pour toute les démarches concernant la délivrance de titre de séjour. Les associations dénoncent depuis plusieurs années cette tendance forcée, qui ne s'accompagne d'aucun accès alternatif permettant aux personnes en difficulté avec l'informatique d'accéder aux services des préfectures.

Maroc/Espagne : Un Soudanais qui a survécu à la tragédie de Melilla de juin dernier a [déposé auprès de l'ambassade d'Espagne à Rabat une demande d'asile](#). Cette démarche revêt une grande dimension symbolique, puisque les autorités espagnoles revendiquent régulièrement la possibilité de demander l'asile depuis ses délégations diplomatiques (comme alternative aux assauts aux frontières), ce qui est récusé par de nombreuses organisations d'aide aux personnes en mobilité.

Accueil – protection

France : la crise de l'hébergement d'urgence des personnes exilées se poursuit. Alors que la France a une [nouvelle fois, été condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme \(CEDH\)](#), pour ne pas avoir mis à l'abri des demandeurs d'asile, malgré des décisions de justice allant dans leur sens (en 2018) ; le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative de France, a donné [raison à l'Etat français pour son annulation d'une décision de la justice ayant permis à une dizaine de familles avec enfants](#), d'accéder à un hébergement d'urgence, en plein mois de décembre. Aussi, pour la seconde fois, le tribunal administratif de Paris a rejeté la requête de 2 associations qui réclamaient à la préfecture [d'héberger des personnes à la rue dans des centres pour déplacés ukrainiens](#), dont des places restent vacantes. La [plateforme d'urgence du 115](#) est pour sa part, débordée : *"On est obligé de faire de la priorisation dans les priorités. Maintenant, les situations prioritaires, ce sont les femmes enceintes et celles sortant de la maternité. Les hommes seuls, bien que majoritaires à la rue, sont devenus des interlocuteurs rares : beaucoup ne prennent plus la peine d'appeler ».*

Royaume-Uni : début décembre, [l'archevêque de Canterbury a pris la parole](#) devant la chambre des Lords et dénoncé la « *rhétorique nuisible selon laquelle les réfugiés sont la cause des maux de ce pays, qu'ils doivent être traités [...] comme des envahisseurs à combattre et à dissuader* ». Il a aussi déclaré que l'Eglise était *"souvent, et souvent à juste titre, critiquée pour parler de la moralité sans tenir compte de la complexité du monde réel. Mais lorsqu'il s'agit du traitement des réfugiés et des demandeurs d'asile, c'est l'Eglise, tant ici qu'à l'étranger, qui fait une grande partie du travail lourd, de la rencontre et du soutien, de la guérison et du plaidoyer, partout dans le monde. Nous regardons les visages, nous écoutons les voix, et nous parlons à partir de cette expérience."*



Rapport du Réseau Européen des Migrations (REM)¹ sur le passage à la majorité des enfants étrangers non accompagnés, et dans lequel sont soulignés les failles dans l'accompagnement et la prise en charge de ces jeunes, notamment en terme d'hébergement, dans l'ensemble des pays de l'UE.



Italie : Publication [du 31^{ème} rapport sur la migration](#) (2022) par la Fondation Migrantes et la Caritas italienne.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Actualités sociales, politiques, économiques

Afrique du Nord

France/Algérie/Maroc : rétablissement d'une « relation consulaire normale » entre la France et, [l'Algérie](#) d'une part, le [Maroc](#) d'autre part, après près d'un an de crise diplomatique forte, liée à la restriction drastique de l'octroi de visas pour la France pour les ressortissants des deux pays nord africains.

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso : 8 mois après une décision similaire prise au Mali, les autorités burkinabées [ont suspendu la radio RFI jusqu'à nouvel ordre](#), reprochant au média français d'avoir relayé un « *message d'intimidation* » attribué à un « *chef terroriste* » et de diffuser des « *informations mensongères* ».

Ghana : le [FMI a accordé un prêt de 3 milliards de dollars](#) au pays qui fait face à une crise

économique historique. Déjà accablé par une forte dette, le Ghana est confronté à une inflation de plus de 40 % et à l'effondrement du cours de sa monnaie. Le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, est sous le feu des critiques, lui qui avait autrefois promis un « Ghana sans aide ».

Par ailleurs, sur le plan politique, le Président ghanéen [accuse le Burkina Faso d'avoir positionné des mercenaires russes aux frontières nord](#) du Ghana. Ces déclarations sont jugées « graves et inexactes » par les autorités burkinabées.

Nigeria: une [enquête de l'agence Reuters](#) dénonce un **programme systématique d'avortements forcés** qui aurait concerné, depuis 2013, plus de 10.000 anciennes otages de Boko Haram, suite à leur sauvetage par les militaires nigériens. Le haut commandement de l'armée nigérienne a fermement démenti ces accusations.

Cédéao : réunis début décembre à Abuja, les membres de la Cédéao ont décidé, de créer une [force régionale vouée à intervenir non seulement contre le djihadisme, mais aussi en cas de coup d'Etat](#).

Afrique de l'Est

Ethiopie: après le Tigrée, c'est la [province de l'Oromia, la plus peuplée du pays, qui est secouée par les prémices d'une nouvelle guerre civile](#). Début décembre, des manifestations étudiantes organisées pour protester contre la répression des opposants oromo et les affrontements avec les milices de la région voisine, l'Amhara, ont rallumé les braises d'un conflit historique.

Somalie : [selon l'ONU](#), la Somalie échappe en cette fin d'année à une famine généralisée grâce à l'intensification de la réponse humanitaire, mais des gens meurent de faim **et la situation pourrait empirer dès avril 2023**.

Afrique centrale

RDC : fortes inquiétudes dans la **région du Nord-Kivu** après le [massacre de Kishishe](#), fin novembre, où 131 personnes ont été tuées par des rebelles du M23. Pour sa part, [l'ONU confirme, dans un rapport, le soutien du Rwanda au groupe rebelle](#), donnant raison à Kinshasa qui dénonce l'ingérence de Kigali depuis longtemps.

Migrations environnementales



[Rapport du Mixed Migration Center \(MMC\)](#) « Changement climatique, facteurs de stress environnementaux et migration mixte, Aperçus et messages clés tirés d'une décennie de recherche sur la MMC et de collecte de données 4Mi ». Parmi ces messages clés, on retient par exemple que « *Alors que la mobilité climatique se produit aujourd'hui et devrait s'accroître, la plupart des personnes ne bougeront pas, soit parce qu'elles ne le veulent pas, soit parce qu'elles ne le peuvent pas, ou les deux* » ou encore que « *Les facteurs environnementaux sont liés à d'autres facteurs et peuvent être très difficiles à différencier, même au niveau individuel* ».

05 L'actualité du RAEMH ce mois-ci

1 nouveau PODCAST publié, donnant la parole à notre collègue de la [Caritas italienne](#).
Retrouvez tous nos épisodes [ici](#).

Le 14 décembre 2022, le RAEMH, en collaboration avec Caritas Internationalis et le réseau latino-américain CLAMOR a organisé un WEBINAIRE sur le thème: « *Construire l'avenir aujourd'hui, avec les organisations communautaires de migrants et réfugiés* ».

Retrouvez l'enregistrement vidéo du webinaire [ici](#), et notamment les témoignages de nos [collègues de Mauritanie et de Majorque](#).